



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

Association Centre Technique d'Insertion de Dunkerque et Environs (CETIDE)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Centre Technique d'Insertion de Dunkerque et Environs (CETIDE)

11 rue des Scieries - 59640 DUNKERQUE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

Association Centre Technique d'Insertion de Dunkerque et Environs (CETIDE)

11 rue des Scieries - 59640 DUNKERQUE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Centre Technique d'Insertion de Dunkerque et Environs (CETIDE),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Technique d'Insertion de Dunkerque et Environs (CETIDE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dunkerque, le 18 juillet 2025

KPMG S.A.



Benjamin Fayeulle

Commissaire aux comptes

Association CETIDE

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, logiciels, droits et valeurs similaires			-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	100 967	84 722	16 245	17 235
Autres immobilisations corporelles	184 315	124 037	60 279	77 538
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	4 730		4 730	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	4 350		4 350	150
Total I	294 362	208 759	85 603	94 923
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	43 374		43 374	16 703
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	253 322	7 074	246 248	221 666
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	210 099		210 099	269 748
Charges constatées d'avance				
Total II	506 795	7 074	499 722	508 117
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	801 157	215 832	585 325	603 040

Association CETIDE

BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	7 761	7 761
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	25 000	
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	442 778	397 041
Excédent ou déficit de l'exercice	- 55 596	45 736
Situation nette (sous total)	419 943	450 539
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 175	2 575
Provisions réglementées		
Total I	421 118	453 114
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 203	2 203
Total II	2 203	2 203
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	9 951	20 884
Total III	9 951	20 884
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 344	9 342
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	50 131	26 263
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	93 031	84 508
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		180
Autres dettes	6 547	6 547
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	152 053	126 840
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	585 325	603 040

Association CETIDE

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations	232 507	234 420
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 289 875	1 182 432
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	55 615	25 451
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		120
Total I	1 577 997	1 442 424
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières	17 872	16 467
Autres achats et charges externes	231 959	169 976
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	36 117	37 469
Salaires et traitements	1 095 315	1 058 273
Charges sociales	212 182	198 872
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 354	27 286
Dotations aux provisions		9 190
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	202	13 060
Total II	1 623 000	1 530 593
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 45 003	- 88 169
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 871	3 877
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	1 871	3 877
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	43	91
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	43	91
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 828	3 785
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 43 175	- 84 384

Association CETIDE

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	90	133 535
Sur opérations en capital	9 405	2 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	9 495	135 535
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	18 858	4 504
Sur opérations en capital	2 609	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	21 468	4 504
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 11 973	131 031
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	448	911
Total des produits (I + III + V)	1 589 362	1 581 836
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 644 958	1 536 099
EXCEDENT OU DEFICIT	- 55 596	45 736
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ASSOCIATION C.E.T.I.D.E.

Annexe aux comptes annuels de l'exercice 2024

clos le
31 décembre 2024

Montants exprimés en Euros

Ce document comporte 12 pages

S O M M A I R E

1 - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1.1 EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

1.2 DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

2 - DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

2.1 OBJET SOCIAL

2.2 NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

2.3 MOYENS MIS EN OEUVRE

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1 BILAN ACTIF

3.2 BILAN PASSIF

4 - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1.1 EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

L'association dégage une perte comptable de 55 596 euros pour l'année 2024.

1.2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés le 18 juillet 2025 par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les produits de subventions attachés aux ACI sont déterminés en fonction des informations disponibles au moment de l'arrêté des comptes.

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement n'est à signaler.

2 DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

2.1 OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association CETIDE, organise, dans le « Cadre réglementaire de l'Insertion par l'Activité Economique » et à l'intention des personnes très éloignées de l'emploi et/ou en difficulté sociale, des « Parcours d'insertion sociale et professionnelle » en milieu de travail, permettant l'acquisition et/ou la ré acquisition de leur « Employabilité ».

Pour faciliter la levée des difficultés qualifiées de « Freins à l'emploi » et permettre l'élaboration d'un « Projet personnel », l'association CETIDE associe :

- Un emploi productif,
- Un accompagnement social et professionnel, individuel et collectif,
- L'accès à des formations
- Le partenariat avec le milieu institutionnel et les structures du territoire, compétente dans chaque domaine de l'accompagnement. (santé, logement, ect)

L'association CETIDE peut être amenée à exercer une activité commerciale dans le cadre de la réglementation régissant l'Insertion par l'activité économique, s'agissant de produits et/ou services supports de parcours d'insertion sociale et professionnelle.

2.2 NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

Le périmètre des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée par l'accomplissement de plusieurs chantiers et divers travaux dans le dunkerquois.

2.3 MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines
- Dépenses de fonctionnement

3.1 BILAN ACTIF**3.1.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont déterminés comme suit :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Matériel Industriel	Linéaire	3 ans
Installations, Agencement	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

	Valeur brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	282 626€	6 640€	3 984€	285 282€
Immobilisations financières	150€	4 200€		4 350€
TOTAL	282 776€	10 840€	3 984€	289 632€

Les principaux investissements de l'exercice sont les suivants : achat de deux perceuses établi (1 844€), le remplacement des flexibles du système d'aspiration Aspi oues (1 722€), un DAHU 4/5 marches Nuances Unikalo (1 128€), l'acquisition de deux chariots de voirie pour le chantier des feuilles (1 185€) ainsi que l'achat d'un téléviseur (761).

Cessions de la goélette AX693MV pour un prix de cession de 1 000€ ainsi que le chalet n° 8 (immo n° 167) pour un prix de cession de 7 005€.

Amortissement de l'actif immobilisé :

	Amortissements cumulés à l'ouverture	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	187 854€	22 280€	1 375€	208 759€
Immobilisations financières				
TOTAL	187 854€	22 280€	1375€	208 759€

Immobilisations financières :

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés - Dépôts et cautionnements	4 350,00 euros
Prêts	

3.1.2 Les Créances

Créances	Montant net	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif circulant			
Créances clients	43 374 euros	43 374 euros	
Autres créances	246 248 euros	246 248 euros	
TOTAL	289 622 euros	289 622 euros	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2 BILAN PASSIF

3.2.1 Fonds Propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 761€				7 761€
Fonds propres avec droit de reprise			25 000€		25 000€
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	397 041€	45 736€			442 778€
Excédent ou déficit	45 736€	-45 736€	-55 596€		-55 596€
Situation nette	450 538€	0€	-30 596€		419 943€
Fonds propres consommables					
Subvention d'investissement	2 575€			1 400€	1 175€
Provision règlementées					
TOTAL	453 113€		-30 596€	1 400€	421 118€

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

— De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

Un apport en fonds propres avec droit de reprise a été perçu par l'association Nord Actif pour un montant de 25 000€. Cet apport est destiné exclusivement à financer les immobilisations corporelles ou incorporelles liées au développement de l'association CETIDE ainsi que les besoins en fonds de roulement, à l'exception de tous frais de fonctionnement ou couverture de pertes d'exploitation passées ou futures. Cet apport, assorti d'aucun intérêt, sera remboursé selon un échéancier de 60 mois.

3.2.2 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transfert	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés sans dépense depuis 2 ans
Subvention	2 203€					2 203€	2 203€
TOTAL	2 203€					2 203€	2 203€

3.2.3 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Provision pour charges	20 884 euros		10 933	9 951 euros
Provisions pour charges				

Notre entité provisionne ses engagements relatifs au régime d'indemnité de départ à la retraite dont les principales hypothèses actuarielles à la clôture sont précisées ci-après :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,10%

L'engagement retraite de l'exercice précédent se portait à 20 884 €.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

3.2.4 Etat des Dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		A moins 1 an	Entre 1 et 5 ans	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 344€	2 344€		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 547€	6 547€		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 131€	50 131€		
Dettes fiscales et sociales	93 031€	93 031€		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	152 053€	152 053€		

3.2.5 Fournisseurs et comptes rattachés

Libellé	Montant au début de l'exercice	Montant fin d'exercice
Fournisseurs	5 980€	18 691€
Fournisseurs factures non parvenues	20 283€	31 440€

3.2.6 Dettes Fiscales et sociales

Ce Poste s'élève en totalité à 93 031 euros, il comprend :

- 28 020 euros de provisions pour congés payés
- 29 221 euros d'URSAFF + Pôle Emploi
- 5 630 euros MALAKOFF MEDERIC
- 4 283 euros cotisation Prévoyance Cadre MEDERIC
- 2 114 euros CHORUM (prévoyance non cadre)
- 11 208 euros de Charges sociale sur Congés Payés
- 2 796 euros autres charges à payer
- 1 006 euros M Comme Mutuelle
- 86 euros Saisie salaire octobre
- 8 667 euros autres impôts, taxes et versements assimilés

3.2.7 Effectif présent au 31 décembre 2024

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>	<u>Equivalent Temps Plein ETP</u>
<u>Permanent Non Cadre</u>	6	2	8	soit 8 ETP
<u>Permanent Cadre</u>	2	2	4	soit 4.00 ETP
<u>Salariés CDDI</u>	35	11	46	soit 36,63 ETP
<u>Total</u>	43	15	58	soit 48,63 ETP

4 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation des produits

- Subvention Ville de Dunkerque	250.000 euros
- ASP - Aide au poste (CDDI)	867.855 euros
- Subvention Conseil Départemental	45.606 euros
- Mémoires de Frais	232.507 euros
- FSE	48.680 euros
- PLIE	77.734 euros
- Autres Transferts de charges	34.054 euros
- Produits divers de gestion courante	- 48 euros

4.2 Résultat Financier

Le Compte de Résultat présente un résultat financier positif de **1 828 euros** correspondant aux intérêts sur livret pour l'année 2024.

4.3 Résultat Exceptionnel

Le Compte de Résultat présente un résultat exceptionnel négatif de **-11 973 euros** composé principalement de la perte constatées suite au Contrôle de Service Fait pour les actions financées par le FSE/PLIE au titre des années 2022 et 2023 pour un montant de 18 606€ et de la plus-value de cessions d'actifs immobilisés pour un montant de 6 796€.